

## Québec solidaire à la veille de son Conseil national et des élections **De l'émasclation du programme au dérapage démocratique**

La direction de Québec solidaire a été critiquée « vertement » pour avoir modifié à la baisse la plate forme du parti pour sa campagne « *Sortir du noir...* ». Elle a récidivé en envoyant une lettre aux membres qui liquide la plate-forme du parti sur des points majeurs de la partie énergie. Elle réprime son comité thématique sur l'environnement pour avoir publié, en toute transparence, un mémoire pour la Commission défendant l'intégrité de la plate-forme et du programme. Elle va jusqu'à exercer des pressions indues sur un média web, formellement indépendant, pour faire disparaître ce document de son site... lequel média s'exécute. Par consensus, elle appuie ou est prête à appuyer des projets de loi nettement non conformes à la plate-forme du parti tout comme elle présente un projet de loi du même acabit. Elle prône un « *front commun des parlementaires* » et non pas contre les partis parlementaires néolibéraux. Elle se contente d'attaques faciles contre un PQ à droite toute tout en le suppliant d'être fidèle à sa soi-disant nature social-démocrate négligeant de faire valoir sa propre plate-forme.

Au fur et à mesure que la grogne interne monte contre cette série de glissements à droite de la plate-forme et du programme et à l'encontre de la décision de congrès d'une rupture nette avec le PQ, la direction nationale, en plus de faire preuve d'autoritarisme, dresse un piège après l'autre sur le chemin de la démocratie comme le révèlent ses propositions pour le prochain conseil national. On ne peut faire autrement que de constater que la direction de Québec solidaire, alors même que le parti ne détient pas la balance du pouvoir et qu'il n'est ni l'opposition officielle ni ne forme le gouvernement, cherche à liquider les aspérités antilibérales de sa plate-forme tout en dressant la table pour une mise au pas du parti. Ce parti inspiré par une défaite de la rue, fondée sur la base d'une défaite de la rue et qui a progressé électoralement grâce à une défaite de la rue, à laquelle il a contribué, veut devenir la cinquième rue du carrosse pour gérer le système néolibéral lequel est désormais réfractaire à toute réforme qui ne le renforce pas. Bien sûr, un réveil syndical du secteur public ou, encore mieux, un nouveau printemps érable jusqu'à la grève sociale pourraient contrer cette dérive à la NPD. Mais il faudrait le relais interne d'une introuvable opposition anticapitaliste pour que le parti soit en mesure de tourner résolument à gauche.

### **« Sortir du noir » ou y rester ?**

Déjà la direction du parti en prenait large par rapport à la plate-forme avec le dit « *plan vert* » de la campagne électorale de l'été 2012, plan sorti du sac sans aucune consultation de la base. Loin d'être épisodique, cette émasclation de la partie écologique de la plate-forme est maintenant ressuscitée par la campagne « *Sortir du noir, Choisir l'or vert* » au point que le Comité thématique sur l'environnement a dû « *désavouer* » le contenu de l'outil principal de cette campagne, le journal Solidarités, et demander son retrait de la circulation.

1. N'eut été une mention dans une cartouche, l'enjeu du réchauffement climatique ne se retrouve nulle part dans l'outil principal de la campagne pourtant, la plate-forme élaborée, discutée et votée par la base du parti est on ne peut plus claire à cet égard : « *Québec solidaire préconisera la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 40 % par rapport à 1990 d'ici 2020, et de 95 % d'ici 2050* » (point 15).

2. Le journal affirme que « *[Le Québec] ne devrait autoriser aucune nouvelle extraction d'énergies fossiles, sauf de façon très limitée [Je souligne], si cela s'avère nécessaire pour faire la transition vers une société sans pétrole prévue pour 2030* » alors que la plate-forme dit clairement « *[Québec solidaire] interdira l'exploration et la production d'énergies fossiles (incluant les gaz de schiste) et d'énergie nucléaire sur le territoire québécois* » (15C)

3. Côté transport par pipeline, le numéro de Solidarités avance que « *[Québec solidaire] s'oppose aussi aux nouveaux projets d'oléoducs qui serviraient à raffiner le pétrole tiré des sables bitumineux.* » Après l'hécatombe de Lac-Mégantic, on se serait attendu à ce que le parti s'oppose aussi au transport par oléoduc et par train tant du pétrole bitumineux que celui schisteux.

4. Selon *l'Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2010 et leur évolution depuis 1990*, le sous-secteur où l'augmentation des GES sur 20 ans est hors de contrôle est celui du transport des marchandises (camions lourds et léger) soit plus ou moins un doublement alors que la contribution des automobiles a diminué. La campagne Solidaire ignore complètement cet enjeu.

5. La direction Solidaire, fidèle à son plan dit vert jamais discuté ni approuvé par la base, adhère à l'objectif d'investir un milliard \$ supplémentaire par année pour le transport collectif. Cet objectif est le même que celui de la Chambre de commerce du Montréal- Métropolitain et de la Communauté métropolitaine de Montréal paniqués par l'entrave à la circulation des marchandises due à la congestion des heures de pointe à Montréal. Pourtant selon la très modérée organisation TRANSIT, « *[I]es besoins en matière de consolidation et de développement des réseaux de transports collectifs à travers le Québec sont estimés à quelque 30G\$, dont près des 2/3 au seul chapitre de la consolidation et du maintien des actifs (métros, autobus, trains de banlieue, infrastructures).* »

6. La plate-forme Solidaire affirme clairement que l'État, au minimum, aura un contrôle majoritaire, maximisant le transfert technologique, de toute entreprise du domaine des ressources naturelles et de l'énergie, ce qui ne peut signifier que celles les extrayant et celles, énergivores, en faisant la première transformation (alumineries, fonderies, cimenteries). Ces engagements prennent une méchante débarque dans la présente campagne. « *Québec solidaire propose de placer les secteurs miniers stratégiques sous contrôle public. Certaines productions pourraient [je souligne] même être nationalisées.* » Le plancher minimum de la prise de contrôle majoritaire disparaît sous le vague vocable ronflant de « *contrôle public* ».

7. Quant à l'énergie éolienne, il n'est plus question que de « *développer et encadrer* [je souligne] *la production éolienne.* » Adieu nationalisation telle que clairement affirmée dans la plate-forme.

8. La campagne passe complètement sous silence la revendication de la gratuité du transport public sur une période de dix ans. Cet engagement a pourtant le même potentiel de mobilisation pour le monde du travail et au-delà que celui de la gratuité scolaire pour le monde étudiant.

## **Pour le développement économique pétrolier et hydroélectrique !**

Au début novembre, le parti envoyait une « *infolettre aux membres* ». La partie de loin la plus importante concernait la question écologique (voir annexe). En deux paragraphes, elle biaisait sérieusement la plate-forme du parti.

1. Aux énergies fossiles on oppose uniquement les énergies renouvelables. Il n'est jamais question d'efficacité énergétique. Notre plate-forme dit « *...lancera un vaste programme d'efficacité énergétique, autant en ce qui concerne la rénovation des bâtiments existants que le resserrement des normes pour les nouvelles constructions et les procédés industriels.* » (15 E) et n'a pas de point spécifique sur les énergies renouvelables.

2. On considère l'hydro-électricité comme une énergie renouvelable, sur le même pied que l'éolien et le solaire. Idem pour la biomasse. Le programme dit « *Prioriser l'utilisation et le développement des énergies solaire, géothermique et éolien afin de limiter au maximum tout recours supplémentaire à l'hydroélectricité et aux énergies fossiles.* » (On peut regretter, toutefois, la porte de sortie de « *limiter au maximum* ».) Il n'est pas question de la très controversée biomasse ni dans le programme ni dans la plate-forme.

3. L'argumentaire est principalement celui de l'économie. La lutte climatique ou contre les GES n'est pas mentionnée. L'introduction de la partie environnement de la plate-forme dit « *Québec solidaire préconisera la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 40 % par rapport à 1990 d'ici 2020, et de 95 % d'ici 2050.* »

4. La porte à l'exploitation pétrolière est ouverte. On accuse le PQ d'« *esquisser une stratégie pétrolière* » alors qu'il a les deux pieds dedans. Sont rejetés l'exploitation pétrolière bitumineuse, schisteuse et en eaux profondes mais pas celle conventionnelle sur la terre ferme comme ça pourrait être le cas en Gaspésie. (On suppose que le rejet du pétrole schisteux inclus aussi le gaz.) On pose la question du choix entre énergies fossiles et énergies renouvelables alors que notre

plate-forme donne une réponse claire. La plate-forme dit « ...interdira l'exploration et la production d'énergies fossiles (incluant les gaz de schiste) et d'énergie nucléaire sur le territoire québécois ».

5. La question du transport des énergies fossiles, en particulier du pétrole bitumineux, est ignorée alors qu'elle est au centre de l'actualité et des débats de l'heure, du Lac-Mégantic aux pipelines.

On comprend que la direction nationale a tout fait pour effacer toute trace du mémoire du comité thématique sur l'environnement présenté à la Commission gouvernementale sur les enjeux énergétiques. Ce mémoire s'appuyait sur le programme et la plate-forme du parti, largement cités, tout en tenant compte des enjeux et des événements de la dernière année sur le transport de l'énergie (pipelines et Lac-Mégantic) et de la volonté des monopoles de la première transformation des ressources naturelles de faire main basse sur les surplus hydroélectriques. Malgré la bonne volonté du comité de faire corriger l'erreur de la Commission sur l'énergie qui présentait à tort notre mémoire comme celui du parti, en plus de consentir à faire disparaître le logo du parti sur la page frontispice et d'ajouter une explication de ce qu'est le comité, la direction nationale n'a pas consenti à traiter le mémoire du comité au même titre que les huit mémoires d'instances régionales et locales du parti. En plus de ne jamais le publier sur le site du parti, elle l'a fait retirer du site de la Commission sur l'énergie.

### **Appui des politiques péquistes quelles qu'« insuffisantes » soient-elles**

De dire la direction de Québec solidaire : « "Le gouvernement du Parti québécois défait d'une main ce qu'il fait de l'autre. Nous l'appelons à se ressaisir en matière de pétrole et à agir avec cohérence pour remplir ses engagements de réduire de 30 % la consommation de pétrole d'ici 2020 et de 60 % d'ici 2030", invite le député de Mercier. » ([Politique pétrolière du Québec – Québec solidaire invite le gouvernement Marois à faire preuve de cohérence](#), site web de Québec solidaire, 8/11/13). Jamais il n'est question de rappeler les objectifs de notre plate-forme. Est-ce parce qu'aux yeux de la direction nationale ces objectifs sont « irréalistes » alors que le comité thématique sur l'environnement a prouvé dans son mémoire mis à l'index qu'ils étaient réalistes à condition d'être « *audacieux* » ce à quoi invitait la Commission gouvernemental sur l'énergie dans son document de référence pour aider à la préparation des mémoires.

Le communiqué en rajoute : « *Québec solidaire appuiera le projet de loi 37 même s'il juge que le projet de moratoire [sur le gaz de schiste] manque de courage et ouvre la porte à la mise en exploitation du pétrole de schiste d'Anticosti.* » Même si le PLQ et la CAQ voteront contre ce projet de loi pour leurs propres raisons pro-pétrole sans restriction, Québec solidaire n'a pas à jouer au petit tacticien en sacrifiant sa plate-forme. Il n'a qu'à voter contre en s'expliquant, particulièrement en montrant le parti pris pro-pétrole du PQ et en rappelant que les demi-mesures péquistes ne sont dues qu'à la pression des mobilisations sociales qu'il faudra poursuivre jusqu'à un moratoire complet et qu'une approbation d'un moratoire partiel sur des projets non rentables ne ferait que détériorer le rapport de forces sur l'enjeu réel d'Anticosti. On constate qu'au-delà des critiques, Québec solidaire déroule le tapis au PQ en reprenant à son compte ses objectifs sur la réduction des gaz à effet de serre tout en taisant les siens et en appuyant son projet de loi pour un soi-disant moratoire sur les gaz de schiste qui nie une position clef de notre plate-forme.

La même logique perverse prévaut pour la proposition Solidaire concernant une Charte de la laïcité laquelle, pour faire consensus, laisse tomber la suppression des écoles privées confessionnelles. Difficile, après cela, de critiquer le port du niqab dans les garderies privées non subventionnées même si cette pratique, rare espérons-le, va clairement à l'encontre du principe de la communicabilité. Il est bien sûr cocasse que ce cas, mis en exergue par la photo d'une passante, passe à travers les mailles du filet de l'islamophobe charte péquiste tant celle-ci s'aplatit devant la propriété privée. Le pire, cependant, est que le climat délétère créé par la charte du PQ rend très difficile une intervention publique, pourtant dans ce cas nécessaire, sans que le bien-être et même la sécurité des travailleuses et des enfants de cette garderie ne soient menacés par l'islamophobie ambiante.

On retrouve la même approche capitularde en ce qui concerne la loi des mines. Une convaincante dénonciation au vitriol du projet de loi péquiste par le député Solidaire se conclue par une totale capitulation : « *À court terme, Québec solidaire appuiera toute réforme qui ira dans le bon sens, même si insuffisante.* » (Amir Khadir, [Loi sur les mines - À court terme, QS appuiera toute réforme qui ira dans le bon sens](#), Le Devoir, 18/11/13). Comment la direction de Québec solidaire justifie-t-elle une telle reculade ? Ce serait pour « *établir un rapport de force qui mobilise les groupes populaires, les municipalités, les écologistes et l'opinion publique. Il nous faut un tel front commun pour neutraliser la manipulation et le chantage économique du lobby minier.* » On a jamais entendu dire qu'on établisse un rapport de force dans la rue sur la base d'une capitulation au parlement. N'importe quelle militante sait que l'adoption d'une loi inadéquate cristallise pour un bon bout de temps un rapport de forces à moins qu'il y ait eu au préalable une mobilisation de grande ampleur capable de précipiter la chute d'un gouvernement.

Il semble même que la direction du parti, dont le député Solidaire ne fait plus parti, pense moins en termes de front commun populaire mais plutôt qu'il faille « *...que les parlementaires fassent front commun contre le puissant lobby minier...* » ([Réforme minière – Québec solidaire souhaite un front commun des parlementaires pour contrer le lobby minier](#), site web du parti, 13/11/13). Non seulement faudrait-il voter des lois « insatisfaisantes » du PQ sabotant les fronts communs de la rue mais il faudrait leur substituer des fronts PQ-PLQ-CAQ-QS ! Car que signifie un « front commun des parlementaires » si ce n'est un grand front « du peuple tout entier » d'un autre âge ? À moins de croire aux comtes de fées de députés autonomes de la direction de leur parti. Heureusement, le projet de loi final essentiellement inspiré par la CAQ, après le rejet de la proposition péquiste, était à ce point inacceptable que la députation solidaire a dû le rejeter. Reste que le parti, lors de ce débat qui a souvent rebondi durant la session parlementaire de cet automne, n'a jamais évoqué la substantifique moelle de sa plate-forme, soit la nationalisation partielle ou totale du secteur minier.

## **À la rescousse des manœuvres du PQ contre la volonté des groupes environnementaux**

La députation de Québec Solidaire, contre l'avis des groupes environnementaux nationaux et même du Devoir, appuie les manœuvres du PQ pour faire accepter le renversement du pipeline 9B d'Enbridge. « *Le gouvernement péquiste confiera l'étude du projet d'inversion du flux de la canalisation 9B d'Enbridge à une commission parlementaire, a tranché la première ministre Pauline Marois après des mois d'atermoïements.* » De commenter le responsable de Greenpeace : « *C'est décevant. Un an de tergiversations pour en arriver à une commission parlementaire", a déploré le responsable de la campagne Climat-Énergie et Arctique de Greenpeace, Patrick Bonin. "On demandait une instance neutre, on a une instance politisée", a-t-il ajouté...* ». De surenchérir le président de l'AQLPA : « *Le président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), André Bélisle, tentait encore ces derniers jours de dissuader le gouvernement péquiste de s'en remettre à une commission parlementaire pour préciser la vision gouvernementale sur un accès direct au pétrole de l'Ouest. "Ça prend une consultation populaire, pas juste une consultation parlementaire avec deux, trois invités, et on ferme le dossier", a-t-il fait valoir lors d'un entretien avec Le Devoir.* » (Marco Bélair-Cirino, [Pipeline — Le projet d'Enbridge sera étudié en commission parlementaire](#), Le Devoir, 9/11/13)

De conclure l'éditorialiste du Devoir : « *Il n'y aura donc pas d'étude environnementale pour évaluer les avantages et les risques inhérents à l'inversion de l'oléoduc 9B d'Enbridge reliant Sarnia à Montréal. En lieu et place, le gouvernement Marois a plutôt préféré la tenue d'une commission parlementaire, signe évident de son appui au projet [Je souligne].* » (Robert Sansfaçon, [Pipeline — Le double discours](#), Éditorial Le Devoir, 12/11/13). Évidemment, « *Enbridge se pliera de bonne foi à l'exercice de consultation retenu par le gouvernement Marois "car il ne peut que contribuer à l'acceptabilité sociale".* » Quelle est la réaction du député de Québec solidaire ? Tout en dénonçant « *...la "complaisance" affichée par le gouvernement péquiste quant au projet d'Enbridge, mais également à celui de TransCanada [...] Québec solidaire ne s'oppose pas à l'étude du projet d'Enbridge par une commission parlementaire si celle-ci se voit confier un "mandat large".* »

Québec solidaire déroule le tapis au PQ pour ne pas dire qu'il en devient le sous-tapis. Il a fallu un an pour que le parti prenne enfin position sur le pipeline d'Enbridge. L'opinion publique écologiste

et progressiste ne lui en donnait plus le choix, davantage en Ontario et au Nouveau-Brunswick faut-il l'avouer, sous la direction des peuples autochtones. Heureusement, le parti-pris pétrolier éhonté et sans nuance du trio PQ-PLQ-CAQ a à ce point choqué éditorialistes et chroniqueurs bien pensants qu'il a fait oublier les hésitations de Québec solidaire. Il faut quand même se demander quelle est la raison d'être des tergiversations de la direction du parti. L'éditorialiste du Devoir révèle le pot aux roses : « *Dans un premier temps, le pétrole acheminé par la ligne 9B serait du brut traditionnel, mais les deux raffineurs, Valero et Suncor, projettent d'investir pour pouvoir traiter du pétrole des sables bitumineux. [...] ...l'industrie pétrochimique du Québec a besoin des raffineries, et celles-ci ont besoin de s'alimenter en pétrole à prix compétitif. Or, la tendance actuelle qui favorise le transport par rail de brut américain très volatil n'inspire rien qui vaille.* »

La direction de Québec solidaire a peur d'être accusé par tant la gent éditorialiste et autres faiseurs d'opinion publique, dont elle recherche l'approbation, que par les bureaucraties syndicales, ses alliées, de mettre en danger les emplois de la pétrochimie québécoise et ceux du rail. Évidemment, qu'il faut détruire ses emplois sales et nuisibles. Mais on est pour la reconversion industrielle dans les emplois verts, tous aussi bien rémunérés et syndiqués, par exemple dans l'efficacité énergétique des bâtiments, dans le transport public tant au niveau des équipements et des opérations, et dans les énergies renouvelables. Ce reniement de notre plate-forme par la direction, pour une énième fois, démontre son refus d'opposer une alternative au néolibéralisme commun de l'hydre à trois têtes PQ-PLQ-CAQ. La direction du parti se contente de prendre le chemin facile de la dénonciation débouchant sur des réformatives ou sur rien du tout.

## **Le traumatisme des coûts : les cas de l'assurance-autonomie et du transport public**

D'affirmer, de prime abord, la direction de Québec solidaire :

*« Le projet d'assurance autonomie tel que présenté par le ministre de la Santé Réjean Hébert "attaque de front l'universalité et la gratuité de la santé au Québec ", dénonce Françoise David. La députée de Québec solidaire estime que l'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises doit être privilégié pour financer les soins à domicile, et non la contribution des usagers. »* (Le Devoir, [Assurance autonomie: attaque contre la gratuité, dit QS](#), 25/10/13)

Peu après, on découvrit qu'un intégral financement public nécessiterait quelques milliards \$ (La Presse canadienne, [L'assurance autonomie pourrait coûter des milliards](#), Le Devoir, 7/11/13). Il n'en fallut pas plus à la direction Solidaire pour changer de cap tout en tentant de donner l'apparence du contraire :

*« Québec solidaire insiste pour que tout service ou soin médicalement requis soit gratuit et assumé collectivement par le biais de la fiscalité des personnes et des entreprises. D'ailleurs, à l'initiative de Québec solidaire, l'Assemblée nationale adopté à l'unanimité aujourd'hui la motion suivante : "Que, dans le cadre des travaux entourant l'assurance autonomie, l'Assemblée nationale demande au gouvernement d'assurer la gratuité des services de maintien à domicile aux personnes âgées et aux malades ayant un revenu disponible de moins de 20 000 \$ par année, tel que le réclame le Conseil du statut de la femme dans son mémoire rendu public hier." »* ([Assurance autonomie : Québec solidaire presse le gouvernement de penser aux femmes](#), 20/11/13, site web du parti)

Se réfugiant derrière un organisme gouvernemental, la direction du parti sacrifie le principe de l'universalité des programmes sociaux en faveur d'un programme ciblé pour les pauvres tel que préconisé par la Banque mondiale. Pourtant n'importe quelle militante sait que si les dites classes moyennes ne bénéficient pas de la couverture d'un programme social mais doivent quand même contribuer à le financer, elles seront d'autant plus tièdes à le soutenir car *charité bien ordonnée commence par soi-même*.

Dans ce même long communiqué de presse, la direction Solidaire, tout en appelant à une vague demande de protection des emplois et d'une amélioration des conditions de travail des femmes travaillant dans le domaine de l'économie sociale, n'a par contre rien à dire pour dénoncer la précise recommandation du Livre blanc à l'effet de phagocyter les auxiliaires familiales des CLSC au bénéfice des entreprises d'économie sociale :

« Un très grand nombre des mémoires présentés demandent que les activités de vie quotidienne (AVQ : les bains, surveillance de prise de médicaments, etc.) continuent à être offerts gratuitement par les auxiliaires familiales des CLSC, et non pas par les entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD), comme le propose le Livre blanc, ce qui impliquerait une tarification. Ces mémoires demandent le respect du consensus du Sommet socio-économique de 1996 et que les EESAD se consacrent essentiellement aux activités de vie domestique (AVD: entretien ménager, etc.). » (Jacques Fournier, [Assurance autonomie : une analyse des travaux de la Commission parlementaire](#), 21/11/13, blogue de l'auteur)

Faut-il rappeler que le démantèlement des services publics résulte en deux tendances. Pour la minorité de contribuables riches ou moyennement riches, il y aura toujours des entreprises privées de type « Résidences Soleil » prêtes à prendre la relève sur le dos d'employées payées à rabais. Pour la majorité, ce sera l'économie sociale et assimilée telles les « aidantes naturelles ».

L'économie sociale n'est pas autre chose qu'une créature réactive au démantèlement à petit feu des services publics et de l'atrophie à petites doses des programmes de soutien du revenu... en attendant le coup de grâce à la grecque. Elle n'est pas le fruit de revendications populaires mais le cri d'angoisse des petites bureaucraties d'organismes de sous-sol d'église en peine de subventions et de stabilité. L'économie sociale, c'est de la sous-traitance sociale. Sa raison d'être est la même que celle de la sous-traitance du secteur privé : couper les ailes au syndicalisme.

Si la partie verte du programme et de la plate-forme penche du côté d'un antilibéralisme que tente de lisser la direction de Québec solidaire, la partie proprement économique penche dans le sens contraire pour mieux servir de refuge à la direction. Dans sa plate-forme électorale 2012, le parti s'engage à soutenir l'économie sociale et tutti quanti : « 11 E — Québec solidaire assurera à Investissement Québec le budget nécessaire pour soutenir efficacement les nouvelles entreprises, particulièrement les PME, les coopératives et les entités d'économie sociale... » L'astuce de constamment plaider la cause des femmes et de demander sans cesse des améliorations à la marge ici et là n'arrive pas à masquer l'abandon stratégique de la cause des femmes aux avatars du néolibéralisme que sont les PME, y compris les garderies privées, les coopératives antisyndicales à la Desjardins et à Agropur et les entreprises d'économie sociale qui paient des salaires de pauvre pour prendre soin des pauvres. Les femmes et les pauvres n'ont pas besoin d'économie sociale mais de services publics bonifiés, revampés et démocratisés, y compris de syndicalisation et d'un maximum d'autogestion.

Si côté coût l'assurance-autonomie fait peur à la direction Solidaire que dire du financement du tournant radical vers le transport public, qu'on peut estimer à au moins cinq milliards \$ par an sur dix ans, en se basant sur l'estimation nettement sous-évalué de l'ONG TRANSIT qui ne tient pas compte du transport collectif interurbain, en plus du financement de sa gratuité. Pas moyen, cette fois, de trouver refuge sous un point confus ou social-libéral du programme. Reste sa déformation et, *last but not least*, la répression de la dissidence. Car pour résoudre le dilemme du financement, lequel s'étend bien au-delà de l'assurance-autonomie, euphémisme signifiant la prise en charge sociale d'une société vieillissante, et du transport public, il faudra bien se résoudre à affronter le capital financier. Enlever aux banques, aux transnationales et à leur État bureaucraté le contrôle de l'économie au bénéfice d'un secteur public incluant le secteur financier, la voilà la véritable économie solidaire. On s'attendrait de Québec solidaire qu'il accouche d'un programme dont l'article un serait l'indépendance pour exproprier les banques et pour sauver la langue.

## Une attaque frontale à la démocratie

Certaines propositions émanant de la direction nationale du parti pour le Conseil national de la fin novembre 2013 sont de sérieux crocs en jambe à la démocratie au point d'être irrecevables. Seulement deux instances ont proposé des amendements concernant ces sérieux accrocs. Il est d'ailleurs inquiétant de constater que seulement huit instances locales et régionales ont soumis des amendements, en tout et pour tout, pour le cahier de synthèse. Pendant que le conseil national sera bombardé d'une série de propositions restreignant la démocratie interne, il n'aura pas le temps de débattre la bonification de la plate-forme électorale alors qu'il y a de bonnes chances que les élections soient déclenchées avant le congrès du printemps.

La proposition 1.0 dit :

« *PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR DU CCN : Selon la nouvelle procédure établie par le CCN, les instances qui désirent modifier l'ordre du jour devront inscrire leur proposition dans le Formulaire pour les amendements et les nouvelles propositions et le faire parvenir au Secrétariat général avant la date limite annoncée. Le CN ou le Congrès (selon le cas) peut adopter l'ordre du jour tel que proposé par le CCN ou reprendre une ou des propositions qui se retrouvent dans le cahier synthèse... »*

... ce qui signifie que le congrès et le conseil national ne seraient plus maîtres de leur ordre du jour, même en cas d'urgence... et, même là, qui jugerait s'il y a urgence ou non. C'est là une remise en question d'un pouvoir élémentaire de toute assemblée générale en particulier un congrès qui perdrait son caractère d'être le lieu de la souveraineté d'une organisation.

La partie de la proposition 1.1 de Notre-Dame-de-Grâce de diffuser les rapports de la direction nationale et de l'aile parlementaire à la veille de leur présentation, une résolution très minimaliste, se voient répondre que ces rapports ne sont disponibles qu'à l'inscription sur place. Ce rejet de la direction nationale rend très difficile sinon impossible toute appropriation individuelle de leur contenu et encore plus toute appropriation collective. Il serait normal, par exemple, de distribuer électroniquement aux délégués ces textes une semaine à l'avance.

Les propositions 4, 5 et 6 prévoient une procédure byzantine, où une chatte y perdrait ses petits, pour amender le programme. Cette procédure oblige les instances locales et régionales à passer par la commission politique, pour le fond, ou par la direction nationale, pour la forme. En fait, sur appel, toute demande finit par aboutir à la direction nationale puis ensuite au conseil national. Ces trois résolutions, par ailleurs très détaillées, restent silencieuses sur le droit pour une instance locale ou régionale de présenter directement un amendement au programme au congrès sous contrainte de respect de procédures normales en termes de formulaires, de délais et d'information.

Or il est spécifiquement dit dans les statuts au sujet du « *rôle et responsabilités* » des associations locales que « *[l']association locale participe à l'élaboration du programme... » (6.2)*. Ce serait interpréter ce droit d'une façon très restrictive si on obligeait les instances locales (et régionales) à passer sous les fourches caudines de la direction nationale, avant d'aboutir au conseil national, pour pouvoir présenter un amendement au programme. Même si une fois franchi ce parcours du combattant, l'association locale gardait le droit de s'adresser, en cas de refus, au congrès, ce serait un (triple) obstacle à franchir. Cette procédure créerait au bout du compte un délai non raisonnable.

L'association locale de Chapleau-Gatineau-Papineau (propositions 7 et 8) a bien vu le problème — malheureusement c'est la seule — mais elle-même se piège dans des procédures compliquées tout en ne reconnaissant pas le droit statutaire à une seule instance locale — il en faudrait trois dans deux régions — d'amender le programme. Pour ajouter l'insulte à l'injure, la procédure byzantine prévue fait de la direction nationale le premier arbitre de la modification du programme aux dépens de la commission politique laquelle pourtant ne relève aucunement de la direction nationale mais seulement du conseil national. Le droit d'appel d'une décision de la commission politique devrait logiquement revenir directement au conseil national. Au bout du compte, tout ce processus complexe s'attaque au pouvoir fondamental du congrès sur le programme en lui substituant celui de la direction nationale et du conseil national. C'est là un outrage à toute organisation se réclamant de la démocratie.

Cerise sur le dessert, les procédures pour l'élection des porte-parole se détachent de celles pour l'élection des autres membres de la direction nationale. On aura beau dire que c'est là reconnaître une situation de fait, cette consécration procédurale qui fait que les porte-parole sont plus égaux que leurs camarades de la direction pave la voie à l'autorité suprême du (de la) chef propre aux partis traditionnels. On objectera qu'ils sont deux mais c'est faire bon marché de la réalité médiatique qui fait de la porte-parole députée la clef de voûte de l'autorité dans le parti.

## Québec solidaire carbure aux défaites de la rue

L'avant-première de la fondation de Québec solidaire fut l'insultant 10¢ de hausse du salaire minimum comme réponse du gouvernement péquiste au volet québécois de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000. Cette Marche avait énormément popularisé la revendication d'une hausse du salaire minimum à 8.50\$ l'heure. Cette revendication simple, concrète et immédiatement compréhensible était aussi très rassembleuse car elle ralliait à la fois les femmes, les couches pauvres du prolétariat généralement non syndiquées mais très présentes dans les groupes populaires et le mouvement syndical pour lequel le salaire minimum est un salaire plancher pour ses propres revendications salariales. *Last but not least*, elle était nettement antilibérale car elle était complètement inacceptable dans un cadre de libre-échange.

Nul doute que c'est cette dernière caractéristique qui explique l'intransigeance d'alors du gouvernement péquiste malgré l'immense popularité de cette revendication. Réduisant le refus péquiste à une affaire de préjugés contre les pauvres et de sexisme, les dirigeantes de la marche en déduisirent que la mise sur pied d'un parti féministe et anti-pauvreté, ou peut-être une telle menace, réglerait le problème. Une lecture antilibérale n'aurait pas infirmé cette conclusion mais aurait donné la priorité à la continuation de la construction du rapport de forces dans la rue dans le cadre duquel le parti aurait été construit. On abandonna plutôt très rapidement la rue alors que les conditions avaient pourtant été créées pour un front large antilibéral.

Puis vint, de 2001 à 2003, les moments en succession rapide de la grande mobilisation altermondialiste lors du Sommet des peuples de Québec et celles anti-guerre contre les invasions étasuniennes de l'Afghanistan et de l'Iraq lesquelles créèrent le contexte de la fondation de l'Union des forces progressistes (UFP). Interpelée, la fraction de la direction de la Marche des femmes favorable à la fondation d'un parti rejeta l'option du ralliement au nouveau parti, jugé trop radical et trop de la rue, pour fonder une organisation politique concurrente, Option citoyenne. Par souci d'unité de la gauche, la direction de l'UFP accommoda la direction d'Option citoyenne en modifiant son programme, particulièrement en liquidant, sur proposition d'Amir Khadir, la revendication d'un investissement supplémentaire de 10 milliards \$ dans les services publics et dans les programmes sociaux pour combler le « *déficit social* ».

Vint ensuite, dans le sillage de la montée des mobilisations du secteur public de l'automne 2003 à décembre 2005, le refus de la direction de l'UFP de construire une campagne d'éducation en faveur d'une grève générale privée-publique et celui de construire des comités syndical/populaire et internationaliste malgré des votes en ce sens par le Conseil de l'Union de septembre 2004. Les préparatifs à la noce achevés, les directions de l'UFP et d'Option citoyenne fusionnèrent par le haut sur la base d'une entente entre états-majors que les congrès ne purent que ratifier en bloc. Le cercle était bouclé, l'épisode antilibéral était clos. Même l'indépendantisme s'en sortait amoché en souverainisme queue de veau du social-libéralisme, miroir inversé de l'étapisme péquiste. Ainsi naissait Québec solidaire en février 2006, lors d'un congrès sans délégation et sans vote d'un programme, à la suite d'une capitulation sans combat des syndicats du secteur public à la loi spéciale des Libéraux à la fin décembre 2005.

Misant essentiellement sur les urnes, le parti, malgré un vote populaire d'un peu moins de 4% tant en 2007 qu'en 2008, réussit le tour de force de faire élire un député grâce à une grande concentration de son vote dans une circonscription au profil contreculture. Il fallut attendre 2012 pour gagner un peu plus de deux points de pourcentage et une deuxième élue grâce à encore une fois une concentration du vote encore relativement plus forte qu'en 2007 et 2008. Ce modeste gain se fit dans le contexte de la défaite annoncée du printemps érable à laquelle le parti a contribué en refusant, tout comme les directions syndicales et même la CLASSE qui le fit trop tard, à lancer le mot d'ordre de la grève sociale, particulièrement lors de son congrès de la fin avril 2012, ce pour quoi ses porte-parole avaient une notoriété et une crédibilité suffisantes. Si, le jour des élections, bon nombre des grévistes étudiants et de leurs sympathisantes soit refusèrent de participer au vote ou votèrent PQ, la portion antilibérale et anticapitaliste non libertaire et non

sectaire accordèrent leur suffrage à Québec solidaire par suite de son soutien à la gratuité scolaire, revendication qui faisait parti du programme depuis belle lurette.

## De l'Europe au Québec

Si l'on en juge d'après l'évolution politique européenne, cette stratégie de gains électoraux sur la base de la déception de la rue finira par faire long feu. Quand l'austérité, les inégalités et les restrictions démocratiques franchissent un certain seuil, une partie significative de la population se met à accorder ses faveurs à des partis qui se donnent une allure antisystème et qui proposent des ruptures. L'un ou l'autre parti de gauche européens ont évolué dans ce sens, par exemple en Grèce, en France, au Danemark et au Portugal avec un certain succès électoral, particulièrement en Grèce où le démantèlement social est dévastateur. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres tout comme des discours à la pratique. Il y a surtout des partis d'extrême droite et parfois carrément fascistes qui se proposent à des franges de population de plus en plus désemparées. Déjà leurs politiques anti-immigrantes et de profilage ethnique, qui font porter tous les péchés du monde aux populations non de souches, sont mises en pratique par les partis au pouvoir, de centre-droit ou de centre-gauche.

Au Québec, avec sa charte des valeurs, le PQ prend cette voie risquant le tout pour le tout même s'il est loin d'être évident qu'il sera suivi à la hauteur d'un gouvernement majoritaire. Les dégâts de la crise au Québec, comme au Canada et même aux ÉU, n'ont pas encore atteints le niveau européen tout au moins hors Europe du Nord. La sociale-libérale stratégie Solidaire pourrait, dans ce contexte, lui valoir quelques autres gains électoraux tout au moins dans les circonscriptions où l'élément contreculture est significatif. On peut penser, cependant, que de substantiels gains électoraux, genre vague orange, auprès du prolétariat des banlieues et des régions nécessiteraient une évolution à la NPD encore plus prononcée, ce à quoi travaille avec acharnement la direction Solidaire. Tant que la crise structurelle du capitalisme ne sera conjoncturellement que stagnation, cette approche pourrait électoralement réussir. Mais elle ne vaudra au peuple québécois qu'un décevant gouvernement qui, au-delà des discours du dimanche, ne changera rien pour ne rien changer tout comme le sont ou l'ont été les gouvernements NPD dans maintes provinces canadiennes.

Le peuple québécois a-t-il besoin d'une telle cinquième roue du carrosse lequel prendra le fossé « *quand la bise [sera] venue* » ? Ne faudrait-il pas construire dès maintenant ce parti des mauvais jours lesquels le sont déjà pas mal pour une grande partie toujours croissante de la population parmi les plus pauvres, bien sûr, mais aussi parmi les plus syndiqués qui doivent accepter concession sur concession ? Seul un tel parti pourra saisir la balle au bond, celle d'un nouveau printemps érable plus, pour effectuer une percée vers un Québec indépendant qui règle son compte au capital financier afin de créer le plein emploi écologique. Pense-t-on qu'une telle nette orientation anticapitaliste signifierait une catastrophe électorale ? L'élection ce novembre-ci d'une conseillère municipale anticapitaliste et révolutionnaire dans une circonscription de la Cité de Seattle, la relativement prospère métropole du nord-ouest des ÉU, où ont voté plus de 170 000 personnes, démontre le contraire.

## Une conseillère anticapitaliste et révolutionnaire dans la ville de Boeing et de Microsoft

Sans commentaire sauf à souligner que Montréal est un peu la Seattle de l'Est tant par la grandeur de sa population et par sa base industrielle (aéronautique, TIC) que par son dynamisme politique et social :

*« Kshama Sawant, une socialiste ouverte, a remporté l'élection au conseil de la ville dans une grande ville américaine, Seattle, au scrutin de novembre. Il faut revenir à la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle pour trouver quelque chose de semblable aux États-Unis. Sawant, qui est né en Inde mais a déménagé aux États-Unis et est maintenant une citoyenne étasunienne, a participé à l'élection comme militante. Elle a d'abord attiré l'attention dans le cadre du mouvement local d'Occupy qui comprenait l'occupation d'un parc du centre-ville et d'un campus de collège en 2011. [...] »*

« Quelques jours après que sa victoire dans une course serrée ait été confirmée, la nouvelle membre du conseil de ville se joignait aux travailleurs de Boeing dans un ralliement contre la compagnie. L'Association internationale des machinistes de Boeing avait voté à une large majorité contre le contrat de concession. Selon le Los Angeles Times : "La pluie était froide, dégoulinant sur son poncho bleu, mais les paroles de la nouvellement élue conseillère municipale de la ville résonnaient comme du cristal. Entourée par les travailleurs syndiqués réunis pour soutenir les machinistes de Boeing, Kshama Sawant a dénoncé le système des deux partis politiques, la cupidité des entreprises, des contrats militaires et les dirigeants du géant de l'aéronautique..."

« "Nous n'avons pas besoin des cadres" s'écria la première élue socialiste de Seattle de mémoire vivante [...] "Nous avons besoin que Boeing soit une propriété publique de la communauté sous le contrôle démocratique des travailleurs"

« La campagne de Sawant était centrée sur un programme de revendications immédiates en rapport avec la continuelle récession à laquelle font face les travailleurs dans une situation d'approfondissement des inégalités, ce qui permet aux capitalistes d'en tirer des profits élevés et à la Bourse d'atteindre des sommets historiques. Cette campagne contenait trois revendications centrales : une augmentation du salaire minimum à 15 \$ l'heure, des contrôles pour lutter contre la flambée des loyers à Seattle et une taxe sur les millionnaires pour financer un système de transport en commun et d'autres projets urbains. [...]

« Sawant n'a pas caché ou minimiser le fait qu'elle est une socialiste. Le fait qu'elle l'ait emporté en tant que socialiste avouée dans une élection à l'échelle d'une grande ville est important. Il reflète qu'il y a une nouvelle ouverture vers le socialisme, en particulier chez les jeunes. Un article paru dans le New York Times a cité Sawant : "Je pense que nous avons montré aux plus forts sceptiques que l'étiquette socialiste n'est pas un handicap pour qu'une campagne populaire puisse réussir."

« Même l'homme qu'elle a battue, le Démocrate Richard Conlin détenteur du siège depuis 16 ans, a déclaré après l'élection : "Je ne crois pas que le socialisme fasse peur à la plupart des gens de Seattle." De récents sondages montrent également que près de 60 pour cent du groupe d'âge 18-29 ans favorisent le socialisme sur le capitalisme lorsqu'on leur présente cette alternative.

(Barry Sheppard, [Seattle \(USA\): A Socialist in City Council](#), par ESSF, 21/11/13, ma traduction)

## **Si le sel de la terre s'affadit, avec quoi le salera-t-on ?**

Il y aura d'autres printemps érables. La possibilité d'élire des candidates anticapitalistes est démontrée... ce qui ne signifie pas qu'il faille s'illusionner sur la conquête du pouvoir, lequel est bien autre chose que la majorité parlementaire, par les urnes. La nouvelle conseillère socialiste de Seattle vient de la rue et y est retournée aussitôt élue. Le problème, au Québec, est l'absence de toute organisation anticapitaliste, à l'intérieur comme à l'extérieur de Québec solidaire, prête à combiner la rue et les urnes tout en restant ouverte et ferme sur son parti pris socialiste et sur la radicalité de son programme. On a certes des groupes propagandistes, certains qui investissent la rue mais boudent les urnes tout comme des collectifs de Québec solidaire (quasi) absents de la rue. On a même un collectif Solidaire, très présent à Québec et se réclamant de la Quatrième Internationale, qui a cessé toute activité propagandiste et agitationnelle propre préférant s'investir queue par-dessus tête dans l'activité électorale du parti mais sans jamais critiquer publiquement ni son programme ni surtout les écarts de la direction par rapport à celui-ci.

Malgré l'opacité de la relation, Gauche socialiste semble peser lourd dans le site web Presse-toi-à-gauche. C'est ce site qui, suite à de fortes pressions de la direction de Québec solidaire, a fait complètement disparaître le mémoire du comité thématique sur l'environnement du parti, même des archives. Le procédé employé renvoie à des pratiques très socialistes réellement existant du XX<sup>ie</sup> siècle faisant disparaître écrits et photos des dissidents proscrits comme Trotski dont se réclame Gauche socialiste. Il aurait pourtant été facile de publier après coup une note explicative précisant l'erreur de présentation commise de bonne foi, erratum que font fréquemment les grands médias. Ce faisant, il aurait cependant fallu accepter de révéler à la face du monde des tensions internes, ce qui aurait menacé l'alliance de Gauche socialiste avec la direction du parti dont la condition est l'omerta sur les débats internes et sur l'expression de la dissidence. Ce blanc-seing fera le lit de la bureaucratisation et de la social-libéralisation, bien en cours, du parti. Comme police d'assurance de cette alliance, rappelons que la peu nombreuse direction politique du site

inclut le responsable national à l'information du parti. (Soit dit en passant, il arrive souvent à La Presse de critiquer le parti Libéral et au Devoir de le faire pour le PQ. Il y va de leur crédibilité.)

Comme pirouette pour se sortir de cette contradiction entre l'idéologie marxiste révolutionnaire dont elle se réclame et leur pratique politique de facto sociale-libérale, tout en freinant leur marginalisation dans le parti, Gauche socialiste s'attelle à faire de la ville de Québec une aile gauche appréciée de la direction — utile pour capter une frange de l'électorat — mais qui ne la menace pas tout en précipitant, sans bilan et sans préparation, un improvisé réseau écosocialiste. Ce réseau est à ce point pratiquement inactif et théoriquement si peu actif que Presse-toi-à-gauche republie comme nouveaux textes les trois seuls écrits jamais rendus publics par ce réseau depuis sa fondation au débat mars 2013. À remarquer que ces textes qui se confinent aux commodes hauteurs des idéologies et des analyses et orientations générales, sans compter d'étranges apartés métaphysiques, à aucun moment ne daignent descendre sur l'humble terrain des politiques réellement existantes lesquelles remettraient en cause les politiques (si peu) vertes de la direction de Québec solidaire. Finalement, ce réseau aussi est coincé dans la même contradiction insoluble que celle dans laquelle Gauche socialiste est piégée.

## **Dans le cul-de-sac, quelques brèches**

À court-terme, pour le peuple québécois, et pas mal d'autres peuples, les opportunités d'avancer se font rares. C'est le temps de l'anti printemps érable. Cet automne a vu la droite identitaire damer le pion à la gauche sur son terrain privilégié, la rue grâce à la « *charte des valeurs* » du PQ. Le mouvement syndical fait la une mais pour les mauvaises raisons de corruption, y compris avec la mafia, sans en tirer aucune leçon de démocratie au point que la FTQ, la principale fédération mise en cause, a été incapable d'envisager une contestation ouverte de sa présidence malgré la démission forcée de son président... remplacé par son dauphin. Le mouvement étudiant est devenu invisible. Le mouvement des femmes fait des états généraux consensuels sans mot d'ordre de combat ni plan d'action dans la rue. Si les chartes et grandes déclarations pouvaient avoir une utilité politique il y a dix ans, elles sont aujourd'hui une preuve de paralysie. Québec solidaire, coïncé par le débat acrimonieux sur la charte des valeurs, perd des membres sans toutefois que ça ne soit l'hécatombe, situation qui se reflète dans sa stagnation dans les sondages et lors des récentes partielles. Pour rester dans les médias, il oscille entre les déclarations à l'emporte-pièce de son député et les compromissions parlementaires sur fond d'une campagne politique restée peu visible dont l'outil principal a dû être retiré de la circulation suite aux critiques internes.

On comprendra que les brèches pour les anticapitalistes se font rares. Les assemblées populaires autonomes (APA), la suite du printemps érable, ont quelque peu repris du poil de la bête grâce aux élections municipales montréalaises d'octobre où la gauche partiditaire a brillé par son absence et par sa division. Il leur a suffi de faire leur autopromotion donquichottesque — « *À nous la ville !* » — tout en boycottant les élections... et même parfois en dénigrant la promotion du transport en commun. Il n'y a finalement pas grand chose à attendre de ce sectarisme et de ce gauchisme à moins qu'il ne corrige le tir suite à un réinvestissement populaire à la mode du printemps érable. Ceux et celles militant dans les mouvements sociaux auront sans doute identifié quelques brèches qu'elles tenteront d'investir. Entre autre, il ne faut pas lâcher la rue même en petit nombre... sans tomber dans la routine et le fatalisme des petits nombres. Et il y a toujours des possibilités de petites victoires telles celles, par exemple, dans Hochelaga-Maisonneuve, pour le maintien d'un autobus financé par le CLSC pour permettre aux gens âgés et handicapés de faire leur épicerie hebdomadaire.

Même l'organisation Québec solidaire de la circonscription a gagné une amélioration de la fréquence de deux lignes d'autobus suite à une pétition de son crû. Ces deux actions dénotent d'ailleurs une contradiction de taille dans le paysage populaire montréalais que ne connaît pas Toronto : une crise majeure du transport, que vient envenimer la catastrophe du Pont Champlain, le pont le plus achalandé du Canada tombant en ruine après cinquante ans et devant être remplacé à la va-vite, et l'absence d'organisation populaire le promouvant. C'est à espérer que ces deux petites victoires en donneront l'idée. Question : Québec solidaire, ou même l'APA du quartier, a-t-elle eu le souci de tenter de pérenniser une organisation permanente pour le transport en commun ? Autrement, ces victoires n'auront été l'occasion que de mettre la rue au service des urnes ou de faire de l'autopromotion. Reste qu'on ne verrait pas le NPD, qui représente le quartier au fédéral, en faire autant. Comme quoi un revirement antilibéral et anticapitaliste de Québec solidaire reste une possibilité, les circonstances de la lutte sociale aidant et, ce qui est de la responsabilité des anticapitalistes, la construction d'une tendance anticapitaliste ouverte et publique en opposition à la direction sociale-libérale du parti.

## **Pour les anticapitalistes, que faire ?**

D'aucuns crieront au bris de l'unité face à l'ennemi si s'étaient publiquement les dissensions internes au sein de Québec solidaire. Ce qui affaiblit le parti en ce moment c'est la politique suiviste face au PQ que la direction nationale tente d'accommoder jusqu'à cacher ou tronquer sa plate-forme. Ou bien contre les Libéraux et la CAQ, la majorité dite progressiste ne lâchera pas la proie pour l'ombre en prenant en compte la situation minoritaire du PQ pour expliquer bien des

déceptions. Ou bien, concluant à un dangereux dérapage identitaire du PQ cette majorité se tournera en tout ou en partie vers Québec solidaire en autant qu'elle y voit une réédition sociale-libérale du PQ idéalisé des débuts ou même une copie du NPD tout aussi idéalisé de Jack Layton. Les deux issus aboutissent à un cul-de-sac politique, sans ou avec députés. Quant à elle, la critique systématique et publique de la direction Solidaire ouvre une brèche vers une alternative anti système qui débouche sur un Québec indépendant du plein emploi écologique débarrassé de la dictature du capital financier quelque soient les chemins sinueux et imprévisibles pour y arriver. Il y a un urgent besoin de l'apparition d'un tel espoir pour regrouper une jeunesse et quelques autres qui ont le cœur à gauche mais qui baignent dans des illusions et confusions qui ne vont nulle part.

Au conseil national de la fin novembre, le parti votera vraisemblablement un « *congrès spécial à l'automne 2014 portant sur les propositions de modifications de programme...* » Des frustrations autant à droite qu'à gauche poussent dans cette direction. Même s'il est clair que le rapport de forces interne favorise la droite, la gauche a intérêt à accueillir favorablement ce défi pour avancer à visage découvert ses propres propositions anticapitalistes de sorte à s'auto-construire à visage découvert. Il y aurait la question de l'expropriation des banques, du rejet de la fausse solution de l'économie sociale, des réels budgets participatifs et, enjeu majeur que porte la majorité des militants du comité thématique de l'environnement, l'adéquation des moyens pour réaliser les objectifs du GIEC que l'on retrouve tant dans le programme que dans la plate-forme du parti. Le mémoire réprimé du comité n'avait pas d'autres buts que de susciter ce débat. Ce mémoire, devenu par la force des choses un mémoire « citoyen » des quelques personnes, dont votre serviteur, membres du comité thématique sur l'environnement, a tout intérêt à être republié pour amorcer cette discussion dans les plus brefs délais. Si les anticapitalistes ne sont pas à l'offensive sur cette question, on peut être certain que les soi-disant *réalistes* exigeront la mise au rancart des objectifs du GIEC ou, ce qui revient au même, leur report.

Marc Bonhomme, 26 novembre et 11 décembre 2013

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

## ANNEXE

[...]

Le Québec est l'une des nations les mieux placées pour opérer une transition énergétique vers les énergies renouvelables: éolien, solaire, biomasse, hydro-électricité... Nous disposons de tous les atouts pour assurer une transition qui permettra de créer des milliers d'emplois durables pour nos régions en plus de protéger notre environnement. Pourtant, le gouvernement esquisse une stratégie pétrolière nous éloignant de cet audacieux projet: importation de pétrole des sables bitumineux, exploitation du gisement de Old Harry dans le golfe du Saint-Laurent et du pétrole de schiste sur l'île d'Anticosti.

Le Québec doit-il prendre de tels risques environnementaux? Doit-on exploiter des énergies fossiles ou nous tourner vers les énergies renouvelables? Quelles initiatives permettront de peser suffisamment sur les décideurs économiques et gouvernementaux pour les faire reculer? Comment convaincre la population qu'il y a bel et bien des énergies alternatives et qu'il faut dès maintenant s'engager dans la transition énergétique? Comment s'organiser? Quelles leçons tirer de la lutte contre l'exploitation des gaz de schiste?

[...]